

Burundi : 110 fosses communes découvertes dans le centre-est

@rib News, 08/09/2017 – Source Agence Anadolu – Cent-dix fosses communes ont été découvertes par la Commission burundaise de vérité et de réconciliation (CVR), a déclaré à la presse, vendredi à Bujumbura Mgr Jean Louis Nahimana, président de la CVR. « Nous venons de mener, pendant trois semaines, des enquêtes dans les provinces de Mwaro et de Karuzi (100 km de Bujumbura, centre-est), au total, la Commission a pu découvrir 110 fosses communes renfermant des corps humains », a-t-il déclaré, sans préciser le nombre de corps découverts.

« D'autres fosses communes existent sans doute dans ces localités, nous publions pour le moment celles que nous avons pu voir et vérifier », a encore déclaré le président de la Commission. « Il s'agit des victimes des crises qui ont endeuillé le Burundi en 1972 et 1993 », a-t-il ajouté. Cette région a été le théâtre de violents combats en octobre après l'assassinat de Melchior Ndadaye, premier président burundais démocratiquement élu. En février dernier, le président de la CVR a officiellement lancé les travaux d'exhumations techniques des restes humains enfouis dans plusieurs fosses communes dispersées au Burundi à la suite de crises cycliques sanglantes qui jalonnent l'histoire tragique de ce pays. A ce jour, quatre provinces (sur 17) ont déjà passé au peigne fin. D'autres fosses communes ont été découvertes dans le sud, le nord et l'ouest du Burundi. Recommandé par l'Accord d'Arusha pour la réconciliation des Burundais (août 2000), la CVR a été mise en place en 2014 par le président Pierre Nkurunziza. Elle a pour mission de « promouvoir une stabilisation politique, économique et sociale durable du Burundi en contribuant à la recherche de la vérité sur les violences graves du passé ». Depuis son accession à l'indépendance en juillet 1962, le Burundi a été cycliquement frappé par des guerres et des massacres interethniques sur fond de rivalités pour le pouvoir. Les Tutsis minoritaires (14 %) avaient le monopole au sein de l'armée et de l'administration jusqu'en 1993, date de premières élections démocratiques qui, pour la première fois, ont porté au pouvoir un membre de l'ethnie hutu majoritaire (85 %), Melchior Ndadaye. Son assassinat, trois mois plus tard, a marqué le début d'une décennie de guerre civile qui s'est achevée par la signature à Arusha en Tanzanie, de l'Accord pour la paix et la réconciliation des Burundais. Depuis fin avril 2015, le Burundi a, de nouveau, plongé dans une grave crise politique et sécuritaire née de la décision du président, Pierre Nkurunziza, de briguer un 3^e mandat présidentiel jugé par l'opposition et la société civile contraire à cet Accord d'Arusha. Les violences consécutives à cette crise ont déjà fait plus d'un millier de morts et poussé plus de 400.000 personnes à fuir le pays, selon le rapport de l'agence de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR) publié le 4 septembre 2017.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});